



6^o année / N^o 295

14 novembre 1988

ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

POLITIQUE

La situation du pays exige le Dialogue national, selon la CNR
Le Guatemala attend une aide plus importante des Etats-Unis
Confirmations à propos du trafic d'enfants
Le SIPROCI réalise une vaste opération de police dans la capitale
Une dictature militaire de fait règne au Guatemala
Enlèvement massif à Chimaltenango
Réunion des ministres centraméricains des Affaires étrangères
Visite de Carlos Salinas de Gortari au Guatemala

ECONOMIE

Le Salvador ne respecte pas les règles du commerce régional

INSURRECTION

En octobre, l'URNG a attaqué onze casernes

MOUVEMENT POPULAIRE

"Terreur psychologique" contre les travailleurs
Mesures anti-syndicales à CAVISA

SITUATION SOCIALE

Conditions précaires de vie dans les zones rurales

DROITS DE L'HOMME

Deux membres du GAM sont enlevés dans la capitale
26 victimes en plusieurs actes de violence

4° P. 12315

POLITIQUE

LA SITUATION DU PAYS EXIGE LE DIALOGUE NATIONAL, SELON LA CNR

Le 7 novembre, Monseigneur Rodolfo Quezada Toruño, président de la Commission nationale de réconciliation (CNR), a déclaré que les graves carences en matière de santé, d'éducation, de logement, ainsi que la polarisation idéologique et la marginalisation de la majorité de la population, exigent et justifient la mise en oeuvre du Dialogue national.

Le président Vinicio Cerezo a affirmé que le gouvernement, comme partie prenante de la CNR, avait donné son avis sur les critères qui devraient régir la participation au Dialogue des différents groupes, avis qui a été pris en compte par la Commission.

Luis Colocho, dirigeant de l'Unité d'action syndicale et populaire (UASP) a exprimé son inquiétude que d'importants secteurs de la population puissent être exclus du Dialogue en raison des critères de légalité, de légitimité et de représentativité fixés par la CNR. Il a ajouté que, selon la Constitution de la République, toutes les organisations ont un statut légal.

Le Groupe d'appui mutuel (GAM) a dénoncé les "fortes pressions" du gouvernement sur la Commission nationale de réconciliation (CNR) afin que celle-ci fixe des conditions qui excluent du Dialogue national des organisations représentatives du pays. Le GAM a conclu que ces conditions d'exclusion rendraient les résultats du Dialogue inconsistants et peu crédibles.

LE GUATEMALA ATTEND UNE AIDE PLUS IMPORTANTE DES ETATS-UNIS

Le gouvernement du Guatemala attend une plus grande aide politique, militaire et économique des Etats-Unis grâce à l'accession à la présidence du républicain George Bush, "car je suis son ami personnel", a déclaré, le 9 novembre, le président Vinicio Cerezo Arevalo. De son côté, le Front national du changement démocrate-chrétien (FNDC) a déclaré que la victoire de Bush est inquiétante car elle signifie "la poursuite de la politique d'agression et de mépris de l'auto-détermination des peuples".

Les hommes politique de droite ont exprimé leur allégresse en apprenant la victoire du candidat républicain car elle signifie, selon eux, une politique définie pour "contenir l'avance du communisme en Amérique centrale".

CONFIRMATIONS A PROPOS DU TRAFIC D'ENFANTS

Le député indépendant Mario Taracena Diaz-Sol a affirmé, le 9 novembre, que plus de mille enfants avaient quitté le pays de manière anormale ces deux dernières années; et il a rappelé la condamnation émise par le Parlement européen à propos du trafic d'enfants au Guatemala.

"Notre condamnation est énergique et nous sommes atterrés par l'horreur de ce trafic d'enfants dont les organes sont utilisés pour des transplantations" aux Etats-Unis et en Israel. Dans ces deux pays, les enfants sont achetés à un prix de 75.000 dollars chacun, selon les déclarations des époux José Luis et Michel Rotman, citoyens israéliens arrêtés pour leur participation au trafic.

Le député José Garcia Bauer a affirmé que les enfants n'étaient pas seulement tués pour la transplantation d'organes mais également pour la fabrication de crèmes de beauté et de rajeunissement, ce qui constituerait l'un des plus répugnants négoce qu'ait connu l'humanité.

LE SIPROCI REALISE UNE VASTE OPERATION DE POLICE DANS LA CAPITALE

Les forces de sécurité du gouvernement qui composent le Système de protection civile (SIPROCI) ont réalisé une vaste opération anti-insurgée, le 10 novembre, dans la ville de Guatemala. L'opération a rassemblé plusieurs centaines de gardes nationaux, 90 policiers militaires, cent policiers nationaux, 80 agents du département d'enquêtes criminelles et une dizaine de chiens dressés. Des officiers commandant l'opération ont déclaré que des fouilles sélectives de véhicules et de personnes réalisées sur les principaux axes routiers conduisant à la capitale avaient permis l'arrestation de 226 personnes.

UNE DICTATURE MILITAIRE DE FAIT REGNE AU GUATEMALA

Le journal nord-américain "The New York Times", citant Anne Manuel, observatrice de l'organisation "America's Watch", a affirmé qu'une "dictature militaire" règne de fait au Guatemala. Dans son édition du 13 novembre, le quotidien affirme que le Guatemala, malgré la présence d'un gouvernement civil, est l'un des pays de l'hémisphère où on enregistre le plus de violations des droits de l'homme. Il rappelle qu'un rapport du Centre pour la recherche, l'étude et la promotion des droits de l'homme a enregistré 75 assassinats pour le mois de septembre, soit quatre fois plus qu'en août et 18 fois plus qu'en juillet.

ENLEVEMENT MASSIF A CHIMALTENANGO

Le 9 novembre, douze paysans ont été enlevés dans le département de Chimaltenango par des membres supposés de l'armée qui réalisaient une opération anti-insurgée aux alentours du volcan Acatenango, où l'activité de la guérilla a augmenté. Ces faits font passer à 52 le nombre des personnes enlevées en moins d'un mois dans cette région par des éléments supposés de l'armée. A la fin du mois d'octobre, 40 paysans avaient été capturés dans de semblables conditions.

REUNION DES MINISTRES CENTRAMERICAINS DES AFFAIRES ETRANGERES

Les cinq ministres centraméricains des Affaires étrangères ont tenu une réunion informelle dans la station balnéaire de Tesoro Beach au Salvador, afin de mettre en place le sommet des présidents d'Amérique centrale, a fait savoir, le 14 novembre, le quotidien mexicain "El Universal".

Quelques jours auparavant, Rodrigo Madrigal Nieto, ministre du Costa Rica, avait expliqué que le sommet présidentiel fixé pour la fin du mois de novembre avait été suspendu car le président hondurien José Azcona Hoyo avait décidé de ne pas y participer tant que le Nicaragua n'aurait pas retiré sa plainte contre lui auprès de la Cour internationale de justice de La Haye. Selon Victor Hugo Tinoco, ministre nicaraguayen des Affaires étrangères, la rencontre entre les cinq ministres centraméricains a été "sociale car le sommet des présidents reste à l'ordre du jour".

VISITE DE CARLOS SALINAS DE GORTARI AU GUATEMALA

Carlos Salinas de Gortari, président du Mexique, est arrivé le 11 novembre au Guatemala pour une visite non-officielle et afin de s'entretenir avec le président guatémaltèque Vinicio Cerezo. Les deux hommes ont étudié ensemble les questions de coopération, de commerce bilatéral, de sécurité frontalière, de réseau électrique ainsi que la question des réfugiés. A la fin de cette visite, il a été annoncé que le président Cerezo se rendra au Mexique pour être présent à l'entrée en fonction de Salinas de Gortari, qui assurera la présidence à partir du 1^o décembre prochain.

ECONOMIE

LE SALVADOR NE RESPECTE PAS LES REGLES DU COMMERCE REGIONAL

Le ministère de l'Economie a reçu une plainte de la part des chambres de Commerce et d'Industrie accusant le gouvernement salvadorien d'avoir commis une "violation flagrante du régime de libre échange fixé par l'accord général d'intégration économique centraméricaine", a-t-on appris le 14 novembre. Les dirigeants d'entreprise ont signalé que des produits guatémaltèques comme les dérivés de fibre sont l'objet d'une réglementation arbitraire de la part du Salvador, et ils ont exigé du gouvernement qu'il demande au gouvernement salvadorien la suspension de ces mesures ou qu'il adopte des mesures de réciprocité.

INSURRECTION

EN OCTOBRE, L'URNG A ATTAQUE ONZE CASERNES

Dans son émission du 11 novembre, la radio Voz popular a fait savoir que les forces de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) avaient attaqué onze casernes, touché cinq hélicoptères et provoqué 183 pertes, entre morts et blessés, dans les rangs gouvernementaux.

La radio insurgée souligne les attaques réalisées le 11 octobre contre les casernes situées dans les villages de Monaco, de Mayaland et de Cuarto Pueblo, dans le département d'El Quiché, et la "destruction" d'un commando du service de renseignements de l'armée (G-2) dans la même région.

MOUVEMENT POPULAIRE

"TERREUR PSYCHOLOGIQUE" CONTRE LES TRAVAILLEURS

José Pinzon, haut dirigeant de la Centrale générale des travailleurs du Guatemala (CGTG), a dénoncé, le 12 novembre, l'existence d'un régime de "terreur psychologique" contre les 1.200 travailleurs de la société portuaire de Santo Tomas de Castilla, en représailles à leur participation récente à une grève en faveur de l'obtention d'un contrat collectif de travail.

Pinzon a en outre déclaré que le gérant de l'entreprise, Ruben Gonzalez, leur interdit d'entrer au siège de la société et ne leur permet pas de faire d'heures supplémentaires. Il exige d'eux qu'ils s'inscrivent au syndicat-maison dirigé par le parti officiel. Pinzon a également affirmé que Mme Veronica Bernica de Chicara, qui se trouvait enceinte, a dû renoncer à son emploi en raison de la surcharge de travail qu'on lui imposait.

MESURES ANTI-SYNDICALES A CAVISA

Le Syndicat des travailleurs de l'Industrie centraméricaine du verre (STICAVISA) a porté plainte, le 14 novembre, contre les manœuvres anti-syndicales dont il est l'objet de la part de la direction. 16 travailleurs de cette entreprise ont été renvoyés. Le syndicat dénonce et condamne les intimidations dont sont victimes les travailleurs de CAVISA de la part de la direction, à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise. Il appelle toutes les organisations populaires à se mobiliser contre ces atteintes.

SITUATION SOCIALE

CONDITIONS PRECAIRES DE VIE DANS LES ZONES RURALES

La moyenne d'espérance de vie des Guatémaltèques qui vivent dans les zones rurales est de 36 ans, signale une étude réalisée par des chercheurs du Centre d'études politiques de l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM) et publiée le 14 novembre. L'étude indique en outre que 20.000 mineurs meurent chaque année en raison de la malnutrition, et que sur 8 millions d'habitants il y a 4,8 millions d'analphabètes. Selon ce rapport, 85 % de la richesse du pays se concentre entre les mains de 9 % de la population.

DROITS DE L'HOMME

DEUX MEMBRES DU GAM SONT ENLEVÉS DANS LA CAPITALE

Le Groupe d'appui mutuel des parents de disparus (GAM) a fait savoir le 7 novembre que deux de ses membres, Miguel Ventura Zapeta et Andres Lopez y Lopez, avaient été enlevés par des inconnus dans la capitale.

Ces deux jeunes gens se trouvaient dans la capitale au nom du groupe "Rujunel Juna" du département d'El Quiché afin de dénoncer les crimes et les menaces des chefs des patrouilles d'auto-défense civile (PAC) contre la population de cette région.

Le GAM a en outre dénoncé le fait que les membres des PAC détruisaient les traces de cimetières clandestins en brulant les ossements qui s'y trouvaient, et il a accusé l'officier commandant le détachement militaire de Joyabaj, El Quiché, de contrôler les mobilisations de veuves et de membres du GAM dans cette région.

26 VICTIMES EN PLUSIEURS ACTES DE VIOLENCE

26 actes de violences en différents lieux du pays ont provoqué 21 morts et 5 blessés, la semaine passée, selon des informations de presse publiées le 14 novembre.

Parmi les victimes, on trouve trois personnes enlevées quelques jours auparavant, une autre séquestrée chez elle, et trois blessées par balles à l'hôpital de Mazatenango par un agent de la police nationale, Eddy Gonzalez Barrera, qui cherchait, pistolet à la main, un patient dans l'hôpital.